

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
14 Rue Antoine DURENNE
Parc Bradfer
55000 BAR-LE-DUC

BAR-LE-DUC, le 22/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



ARCELORMITTAL CF

Site 1
55800 CONTRISSON

Références : JPM/207-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2022 dans l'établissement ARCELORMITTAL CF implanté Site 1 55800 CONTRISSON. L'inspection a été annoncée le 14/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELORMITTAL CF
- Site 1 55800 CONTRISSON
- Code AIOT dans GUN : 0006200776
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société ARCELOR MITTAL CONSTRUCTION FRANCE (site 1) est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2003-3118 du 11 décembre 2003 modifié, à exploiter sur son site de CONTRISSON une usine de travail des métaux comprenant des lignes de laminage, de galvanisation et de prélaquage en continu de tôle en acier

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administratives
- sécurité du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les points de l'arrêté d'autorisation qui ont fait l'objet d'un contrôle sur site, sont respectés par l'exploitant. Cependant, l'inspection des installations classées a fait remarquer à l'exploitant que son stockage de produits chimiques ne répondait pas totalement à la réglementation en vigueur et que ces stockages sont soumis à des obligations. Par conséquent il a été rappelé à l'exploitant, que les armoires de stockage isolées avec portes coulissantes, placées à l'extérieur des bâtiments, doivent être munies des pictogrammes de danger et de la fiche de compatibilité relatif au stockage de produits chimiques, clairement visible de l'extérieur.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Stockage de liquide inflammable de capacité supérieure à 100m3	AP Complémentaire du 19/10/2005, article 1	/	Sans objet
Surveillance du site	Arrêté Préfectoral du 11/12/2003, article 12	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points de l'arrêté d'autorisation qui ont fait l'objet d'un contrôle sur site, sont respectés par l'exploitant.

Les quantités de peintures stockées sur site sont inférieures à la quantité maximale déclarée sur l'arrêté d'autorisation et le site est placé sous surveillance (directe et indirecte) conformément aux prescriptions de ce même arrêté .

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Stockage de liquide inflammable de capacité supérieure à 100m3

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/10/2005, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Stockage de peinture sous la rubrique 1432-2a
Prescription contrôlée : Respect de la quantité maximale déclarée
Constats : L'inspection s'est rendue sur le lieu de stockage de peinture en fûts, et sur le site de vrac (réservoirs). L'opérateur en charge des stocks a sorti un listing permettant de constater que le stock de peinture au jour de l'inspection était inférieur à la quantité maximale autorisée, soit environ 160 m3.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2003, article 12
Thème(s) : Autre, Surveillance du site
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'établissement
Constats : Le site est placé sous surveillance permanente d'une société de gardiennage et d'une surveillance vidéo. Un électromécanicien est toujours présent sur le site et responsable de la mise en œuvres des mesures de sécurité. De manière générale, les électromécaniciens sont tous formés à la mise en œuvres des mesures de sauvegarde, ils ont la connaissance des lieux, des dangers et inconvénient des produits utilisés et stocké dans l'établissement. Le site dispose d'un planning d'astreinte et d'une cellule de crise. En cas de besoin de prise de décision importante, il sera fait appel à un cadre d'astreinte nommément désigné au planning.
Observations : En cas d'incident ou d'accident entraînant un risque environnemental, Mme BODET, Responsable Environnement & Coordination Certifications QSSEE sera systématiquement prévenue.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet